

## Crise sociale à La Poste

# Est-ce une réelle prise de conscience de la direction ?

Depuis plusieurs semaines SUD-PTT a lancé une alerte pour dénoncer la souffrance au travail dans tous les services. L'accentuation, l'accélération des réorganisations, des fermetures de sites et les pseudo-négociations sur différents métiers comme les Conseiller-es bancaires ou sur les moyens de remplacement au réseau des bureaux de poste en sont l'illustration. Le fil conducteur pour nos patrons étant la productivité et donc les suppressions d'emplois. Le rapport publié par huit cabinets d'expertise, travaillant avec les CHST/CT est venu confirmé notre vision. Et malheureusement, les récents suicides ou tentatives (Bonneuil, Paris 5, Direction du courrier...) sont venus rallonger une liste bien trop longue.

Cette conjonction a contraint nos patrons à enfin réagir et sortir du déni. C'est dans ce contexte que la réunion du 26 octobre s'est déroulée. Portant initialement sur les conditions de travail des facteurs/factrices et leurs encadrant-es, l'ensemble des fédérations syndicales sont intervenues pour que cette négociation porte sur tous les services.

### Une réunion en demi teinte

Une satisfaction : c'est l'expression commune des syndicats exigeant l'arrêt des réorganisations, le comblement des emplois vacants et le remplacement des départs sur l'ensemble des branches de l'entreprise.

Du côté des réponses patronales, la fédération SUD PTT est nettement plus dubitative.

Obtenus après une longue interruption de séance, la suspension des réorganisations à la distribution jusqu'à la fin des négociations (soit quelques semaines) est bien maigre. Elle est d'autant plus que dès aujourd'hui des directions locales affirment poursuivre leurs projets (Aisne, Paris, Gironde, Vaucluse, Bouches-du-Rhône...).

Sur la question de l'emploi (sujet tabou jusqu'à présent), le verrou a sauté mais là encore aucune annonce aucun engagement et un renvoi à la négociation locale.

Sur les autres services, La Poste a cru trouver une porte de sortie en indiquant que des négociations avaient d'ores et déjà lieu sur les autres branches de l'entreprise et qu'elles pourraient intégrer les problématiques sur les conditions de travail et l'emploi. Cette pirouette est à mille lieux de l'exigence légitime de négociations sur l'ensemble du Groupe.

Force est de constater qu'au regard de cette crise sociale qui a des similitudes très fortes avec celle traversée en 2012, les annonces sont timides et prises sur le coup d'une mise au pied du mur des organisations syndicales.

Ces dernières ont prévu de se revoir rapidement afin de discuter des suites unitaires à apporter tant durant les négociations que sur le terrain.

Pour la fédération SUD, ces négociations ne doivent pas se dérouler à froid, la question de la mobilisation des premier-ères concerné-es, en l'occurrence les postier-ères, devra être posée afin de peser et que des réponses à la hauteur de la crise sociale soient enfin apportées.

A Paris, le 28 octobre 2016